

Guillaume II, le départ de Bismarck et l'ouverture de la phase d'épanouissement impérialiste de l'Allemagne que les lois exceptionnelles furent abolies et que la bourgeoisie employa résolument les méthodes de la corruption.

Dans la phase impérialiste, le capitalisme allemand bénéficiant de la phase d'expansion mondiale du capitalisme, pouvait employer la méthode de la corruption, octroyer le suffrage universel, laisser s'épanouir une législation sociale, sans pourtant parvenir à noyer complètement la réalité de la lutte des classes où se dressaient : d'une part, un prolétariat fortement concentré, organisé dans de puissantes organisations syndicales, un parti socialiste unifié ; d'autre part, un impérialisme fortement comprimé, venu trop tard pour le partage du monde, ne pouvant adjoindre à sa formidable économie industrialisée à outrance un domaine colonial et devant se jeter dans une politique d'armements qui allait en faire la première puissance militaire d'Europe. La tension permanente de la lutte des classes fut exprimée par la nécessité pour l'impérialisme allemand de s'engager le premier dans la voie du nouveau partage du monde, chemin que ses tractations diplomatiques d'avant-guerre caractérisèrent bien ; d'autre part, le capital financier, force maîtresse de l'économie allemande, dut recourir à des gouvernements forts que, seule, la classe des junkers, représentants de l'armée, pouvait fournir tant au point de vue de la situation intérieure qu'extérieure. Le succès de la corruption capitaliste dans un tel milieu de classe, ne pouvait qu'être partiel. C'est pourquoi, au révisionnisme de Bernstein, riposta l'apparition de l'aile marxiste de Rosa Luxemburg, alors que cette corruption devait, pour réussir, revêtir le masque de Kautsky, de l'orthodoxie marxiste apparente.

A l'encontre de la France, où les contrastes de classes furent dilués dans l'avant-guerre, en Allemagne les situations qui, mènent vers la guerre de 1914, verront la compression croissante des contrastes de classes que Rosa exprimera par sa lutte révolutionnaire. D'autre part, c'est l'explosion de ces contrastes pendant la guerre, sous le stimulant de la révolution russe, qui marquera la défaite de l'impérialisme allemand, lequel, instaurera la République bourgeoise pour endiguer le flot révolutionnaire des masses exprimant enfin les contrastes comprimés par la violence et l'opportunisme dans l'avant-guerre, explosion qui trouvera sa forme et son contenu dans le Spartakus Bund. Cet ensemble de situations qui devaient faire déferler de puissants mouvements révolutionnaires dans l'Allemagne vaincue et écrasée par Versailles ; qui

devaient graduellement présider au développement du fascisme, expression bourgeoise de l'impossibilité de faire disparaître ces mouvements ou les traces de ces mouvements, du fait de la nouvelle compression économique de l'après-guerre, sans la destruction violente des organisations ouvrières, ont trouvé leur réponse capitaliste le 3 mars 1934, où le prolétariat fut vaincu grâce au triomphe du centrisme en Russie dans l'Internationale, grâce à leur fonction capitaliste.

Tant pour la France que pour l'Allemagne, ce n'est pas le fait de la constitution de la République bourgeoise qui permit l'expression la plus nette et la plus classique de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, mais plutôt les circonstances de la lutte des classes qui menèrent à sa fondation. Elle-même ne fut que la dictature du capitalisme pour voiler et masquer l'antagonisme des classes. Il faut considérer la formule de Marx à ce sujet comme celle d'Engels sur le suffrage universel en tant qu'expression de la maturité du prolétariat, comme des formules appelées à vérifier la maturité du prolétariat qui obtient la République bourgeoise lorsque ces luttes se dirigent vers la révolution prolétarienne. La IIIe République a surgi de la Commune ; la République allemande de Weimar de l'écrasement de la révolte spartakiste. Nous n'envisageons donc pas la République bourgeoise comme une conquête prolétarienne, mais comme une riposte de classe du capitalisme.

L'après-guerre en France se différencie fortement des situations en Allemagne. Il est vrai qu'ici aussi surgiront des luttes grévistes dès 1917, alors que la croissance de l'effervescence révolutionnaire coïncidant et puis trouvant son expression mondiale dans la Révolution russe, sera un élément décisif de l'armistice de 1918. Mais ces mouvements seront incohérents, chaotiques sans qu'ils puissent trouver leur expression dans la croissance d'un courant marxiste inexistant en France. La scission de Tours sera le reflet direct de l'afflux des masses vers les organisations syndicales et socialistes dans une situation trouble de démobilisation générale et de grèves révolutionnaires. Mais en aucun cas nous ne verrons un effondrement de la structure de régime capitaliste du type allemand, ou des vagues révolutionnaires du type italien. La bourgeoisie française parviendra à contenir dans les cadres de son système un mouvement prolétarien sans direction alors que les situations ne porteront pas à un aiguisement des contrastes sociaux pouvant déterminer au sein du parti socialiste une vision marxiste des événements : la constitution d'une fraction révolutionnaire, mais une remise sur pied d'une économie pouvant

bénéficier des avantages de Versailles au détriment des ouvriers allemands. C'est donc le Comité pour la IIIe Internationale, composé d'anciens syndicalistes révolutionnaires et de militants communistes issus de la poussée des masses dans l'après-guerre, qui se constituera. Ce comité sera incapable de se présenter comme le noyau du nouveau parti, de se rattacher aux situations d'avant-guerre, de comprendre les particularités de la nouvelle phase et il disparaîtra dans le courant centriste qui prendra la tête à Tours et fondera le P. C. Dans ces situations, seule l'Internationale aurait pu soutenir le Comité pour la IIIe qui n'exprimait que les difficultés des cours de la révolution en France, la force de la bourgeoisie française et le maintenir, avec l'aide du prolétariat mondial, sur des rails de classe où il aurait progressé avec l'évolution des situations et de son travail de clarification. Mais la scission de Tours qui eut lieu six mois avant le IIIe Congrès donna vie à un parti opportuniste reconnu par l'I. C. et où la tâche du Comité groupé autour du « Bulletin Communiste » consista à défendre les résolutions du IIIe et VIe Congrès, déjà entâchées d'opportunisme. Par là ce petit noyau de militants, privé de l'aide réelle d'une Internationale le voyant dans un « parti de masse », n'allait pas parvenir à parler le langage de classe des ouvriers français. Et lorsque après octobre 1923 en Allemagne, le centrisme se développe en Russie et dans l'I. C. en son sein surgiront deux réactions bien caractéristiques. D'une part, d'anciens syndicalistes révolutionnaires s'insurgeront contre la « bolchevisation » zinoviéviste et proclameront leur solidarité avec Trotski. D'autre part, quelques éléments marxistes se grouperont autour de Souvarine essayant de reproduire l'opposition de Trotski dans les conditions françaises. Ces deux réactions de classe des ouvriers français sombreront, l'une dans un anticommunisme réactionnaire (Révolution Prolétarienne) auquel des éléments comme Rosmer échapperont heureusement pour maintenir leur fidélité au communisme ; l'autre dans un « communisme démocratique » qui le poussera à combattre Lénine au nom de Luxemburg, pour finir, exception faite de Souvarine lui-même, dans la social démocratie.

Il est certain que l'élargissement et le développement industriel de la France après guerre, son équilibre économique, qui manifestèrent leurs effets jusqu'à son entrée dans la crise, contribuèrent beaucoup au triomphe facile du centrisme après 1923, triomphe qui au travers des directions zinoviévistes (Treint-Suzanne-Girault) s'épanouit sous son premier aspect, consacra la scission syndicale provoquée par les réformistes

mais justifiée par les directions opportunistes du P. C., pour revêtir, enfin ses aspects droitiers et ceux de la « troisième période ». Sous l'effet conjugué de la dégénérescence de la Russie et de l'I. C. ; des situations en France ne portant pas à des batailles frontales de la bourgeoisie et du prolétariat, mais à des luttes intermittentes estompées par les ressources économiques de l'impérialisme (colonies), des défaites mondiales des ouvriers (1927 en Chine), surgiront bien des oppositions, mais toujours d'une façon chaotique, anarchique, vivotant quelques mois pour sombrer dans l'oubli et ne faisant, en définitive que copier les affirmations de Trotski.

Les événements de la lutte des classes ne portaient pas immédiatement à la vision de la constitution d'une fraction de gauche, malgré certaines périodes critiques (guerre du Maroc, stabilisation). Ces différents groupes d'opposition exprimeront successivement un réflexe différent des ouvriers français encore incapable d'unifier les éléments de leur conscience de classe.

Le travail de Trotski en 1930 revint à vouloir remplacer la préparation idéologique pour unifier les réactions des ouvriers français et les événements devant les cimenter par des oppositions de gauche diffusant ses romans politiques. Il échouera inévitablement. La crise économique tombera donc sur un prolétariat épuisé par la gymnastique de la troisième période, sans fraction de gauche, impuissant sur un terrain syndical scindé, alors que végèteront une série de groupements exprimant chacun des tentatives différentes, avortées toutes du prolétariat.

Dès l'avènement d'Hériot, après les élections de gauche de Mai 1932, la situation économique s'aggravant, celui-ci passera aux premières attaques de crise du capitalisme. Les cabinets plus ou moins radicaux qui se succédèrent jusqu'au 6 Février 1934, effectueront avec l'appui des socialistes une œuvre de compression des conditions de vie des travailleurs, des fonctionnaires, à laquelle M. Germain Martin n'a pas manqué de rendre hommage (1) et qu'il continuera dans les cabinets de Doumergue et Flaminio. C'est à cette époque qu'apparaîtra la nécessité d'incorporer plus strictement les colonies à la métropole, d'aboutir à un Ottawa français, tendance qui dès 1934 se traduira par des mesures de protectionnisme et de contingentement qui pratiquement accentueront l'exploitation de millions d'indigènes pour atténuer les conflits de classe dans la métropole.

(1) « Sommes-nous sur la bonne voie ? » (Payot).